

APRÈS LA SORTIE FRACASSANTE DE BOUTEFLIKA

Quel avenir pour Tebboune ?

Jamais un Premier ministre n'a été aussi affaibli que l'est Abdelmadjid Tebboune depuis mardi dernier. Déjà très sérieusement diminué par son premier camouflet lorsqu'on l'avait obligé à recevoir Ali Haddad et Sidi Saïd auquel il avait déclaré une guerre ouverte depuis le 15 juillet, puis, le jour même, on le contraignit à assister à un autre désaveu qu'il subissait en public au cimetière El-Alia.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En cette seule journée du dimanche 30 juillet, le Premier ministre perdra, malgré lui, non seulement sa guerre déclenchée contre ce qu'il avait qualifié de «forces de l'argent», mais aussi la face devant l'opinion publique qui lui était entièrement acquise jusqu'à la veille.

A l'arrivée, il entame le mois d'août extrêmement diminué. Et c'est au moment où il se retire de l'arène, pour prendre quelques jours de congé, que Abdelmadjid Tebboune voit s'abattre sur lui la foudre mortelle. Cette fois, ce ne sera ni le frère conseiller, ni un quelconque autre collaborateur qui se met de la partie, mais le grand patron en personne, Abdelaziz Bouteflika, qui flinguera son Premier ministre.

Une chaîne de télé privée, que le pouvoir choisit toujours pour ce genre d'opération, surprendra, en effet, mardi dernier, dans la journée, par une série d'annonces présidentielles, jamais démenties du reste, et qui effacent, d'un trait, tout le bilan du jeune gouvernement Tebboune. Avec un ton féroce,

Abdelaziz Bouteflika exprime une grande colère par rapport à son Premier ministre, à son gouvernement et pratiquement à l'ensemble de ses décisions.

Les reproches présidentiels sont même parfois humiliants. «Le Président Bouteflika ordonne au Premier ministre de cesser de prendre des initiatives qui sont de nature à semer l'anarchie dans le pays (...) le Président Bouteflika ordonne au gouvernement de respecter les lois de la République (...) le Président Bouteflika ordonne au gouvernement de cesser de ternir l'image de l'Algérie à l'étranger (...) le Président Bouteflika ordonne au gouvernement de cesser de faire de la publicité sur ses propres activités (...) le Président Bouteflika ordonne au gouvernement de cesser de harceler certains hommes d'affaires.» Et encore, ce n'est là que quelques exemples des reproches exprimés publiquement par le chef de l'Etat.

A peine si Bouteflika ne traite pas son Premier ministre d'irresponsable ! Quelle autorité restait-il au Premier ministre,

Abdelmadjid Tebboune, après un tel déluge ? Cette sortie inattendue de Bouteflika fait de Tebboune un Premier ministre groggy, désavoué et publiquement désigné du doigt comme étant l'empêcheur de tourner en rond par excellence !

En parallèle, une violente campagne médiatique est commanditée contre la personne du Premier ministre, sans doute par l'entourage immédiat de Bouteflika. Raisonnablement, l'homme ne peut plus continuer à exercer ses fonctions dans de telles conditions et l'on parle déjà d'une fin de mission plus rapide que prévue. Des noms de probables successeurs sont même avancés çà et là. On parle de Ahmed Ouyahia, comme toujours, ainsi que de l'actuel ministre de l'Intérieur, Noureddine Bédoui dont le congé avait d'ailleurs été annulé à la dernière minute par la présidence de la République, lui qui devait prendre ses vacances le même jour que Tebboune. D'autres sources évoquent, par contre, des contraintes objectives qui favoriseraient le maintien de Tebboune au moins jusqu'au lendemain des élections locales. Car, argumentent les tenants de cette hypothèse, un changement de Premier ministre, donc du gouvernement, impliquera la préparation d'un



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

nouveau plan d'action du gouvernement puis son adoption en Conseil des ministres, avant de le soumettre à l'approbation du Parlement. Or, le temps est compté et les priorités sont immédiates. Il faut savoir que le Parlement ne fera sa rentrée qu'en début septembre, et le gouvernement aura également à gérer des dossiers qui n'attendent pas comme la rentrée sociale, la rentrée scolaire, universitaire, etc, en plus de la préparation des élections locales de l'automne prochain. Voilà le vrai dilemme face auquel se retrouve Abdelaziz Bouteflika. Mais il faut également tenir compte de faits

précédents sous Bouteflika. A plusieurs reprises, Bouteflika a eu à malmenager publiquement ses chefs de gouvernement ou Premiers ministres, des ministres, walis, ou autres hauts responsables qui ont eu à passer, sans doute, les plus mauvais quarts d'heure de leur vie devant un Bouteflika fulminant et tonitruant, sans pour autant perdre leur poste ! Ahmed Ouyahia n'avait-il pas, également, été «mis à l'écart», pendant des mois, durant lesquels il était interdit de toute activité officielle mais qui, pourtant, demeurait le chef de l'exécutif ?

K. A.

À L'ISSUE D'UNE RÉUNION DE SA DIRECTION

Le PT apporte son soutien au Premier ministre

Réunie en session ordinaire, mardi, la direction politique du Parti des travailleurs s'est penchée sur une somme de questions puisées de la très fournie actualité de ces derniers jours.

Ainsi, les membres du secrétariat du bureau politique du parti de Louisa Hanoune se sont livrés à une lecture sous toutes ses coutures possibles de la dévastatrice série d'incendies ayant touché plusieurs régions du pays. Des incendies «terrifiants ayant causé des dégâts énormes», constate le PT avant d'accuser, d'abord, en clamant : «C'est un crime contre la nation !»

Une catastrophe qui, à se fier à la lecture du PT, n'est pas uniquement due à la canicule, puisque le fait que des arrestations de présumés pyromanes aient été opérées suggère que derrière ces sinistres, il y a des mains criminelles, ceux que les partisans de Louisa Hanoune appellent «des prédateurs du foncier».

Les enquêtes ouvertes ne doivent pas se limiter aux auteurs de ces incendies, les investigations doivent permettre d'identifier les commanditaires, exige le PT qui n'écartera pas non plus que ce soit «une opération politique en guise de vengeance orchestrée par les



Louisa Hanoune, SG du PT.

centres prédateurs dérangés par les décisions du Premier ministre visant à garrotter la prédation, récupérer le foncier agricole détourné de sa vocation ou utilisé exclusivement comme garantie pour l'obtention de crédits bancaires, c'est-à-dire ne donnant lieu à aucun projet».

Si les coupables de ces catastrophes sont tout désignés pour le PT, ce n'est pas pour autant qu'il absout «les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années» de leur responsabilité politique. En effet, les moyens indispensables de lutte contre ce genre de catastrophe ont manqué aux agents de la Protection civile, assure le PT qui trouvera là l'opportunité pour rappeler «que cela fait au moins dix ans qu'il propose

à l'occasion de chaque loi de finances la création de parcs d'intervention rapide au niveau des APC destinés à la prévention et la lutte contre les catastrophes naturelles. Une proposition rejetée à chaque fois par les députés de la majorité. Et la même majorité a approuvé dans le cadre du vote des budgets pour l'année 2017 (loi de finances) la réduction du budget de la lutte contre les feux de forêt de près de 50%, conséquence directe de la mise en œuvre de la politique d'austérité. Cette même politique avait institué la réduction drastique, voire le gel des recrutements, y compris dans des secteurs aussi sensibles que les corps de la Protection civile et des gardes forestiers».

L'embellie dans le tableau de la situation du pays que dépeint le PT, c'est la ministre de la Poste et des TIC qui la personnifie, elle qui a annoncé, il y a quelques jours, la titularisation de plus de 5 000 employés recrutés dans les dispositifs de l'emploi précaire. «C'est, en effet, par là que passe la voie de la relance de l'économie nationale», c'est-à-dire l'investissement dans les ressources humaines et le renforcement de l'outil de production des entreprises publiques, d'autant que le plan d'action du gouvernement prévoit la création de 400 000 emplois, rappelle également le Parti des travailleurs qui, sur un autre plan, accueille de manière positive les mesures d'assainissement du secteur économique annoncées par les ministres de l'Industrie, des Travaux publics et du Tourisme. Ceci en attendant que se matérialise par du concret la décision du Premier ministre de récupérer des fonds et des biens de la collectivité nationale. A croire le PT, c'est cette dernière décision de Tebboune qui «a déchaîné contre le Premier ministre et le ministre de l'Industrie une cabale médiatico-politique haineuse et abjecte aux relents nauséabonds, orchestrée par les centres prédateurs des biens de la collectivité nationale et l'oligarchie qui s'enrichit à partir du siphonnage des fonds publics et la dilapidation

des biens publics». Et au PT de s'étaler dans son communiqué sanctionnant la session ordinaire du secrétariat de son bureau politique sur un «net recul dans les services publics» qu'il présente comme conséquence de ce «siphonnage» et «dilapidation» des fonds et des biens publics, qui donnent lieu sur tout le territoire national à des contestations de citoyens qui prennent parfois une tournure dramatique. «Cela a été le cas notamment dans le secteur de la santé dont les hôpitaux connaissent un état de délabrement criminel», juge le PT qui rappelle qu'avec les syndicats, il n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme «sur ce désastre qui a été aggravé par la nouvelle loi sur la retraite qui a poussé au départ massif les professionnels de la santé publique au point où, aujourd'hui, les directions des hôpitaux ne peuvent plus organiser le départ en congé du personnel sans que cela n'ait des conséquences fâcheuses».

Les membres du bureau politique du PT réitérent, pour conclure leur communiqué, le soutien de leur parti à «toute décision ou démarche s'inscrivant en rupture avec la rapine et la caporalisation des institutions par l'oligarchie, car il s'agit de la préservation de l'Etat, de la souveraineté et l'intégrité du pays».

M. Azedine